



Hôpitaux Broca La Collégiale •  
Cochin • Corentin Celton •  
HEGP • Hôtel-Dieu • Necker-  
Enfants malades • Vaugirard

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

### **CONSULTATION N° 25-AL358CUP**

#### **Concession de Service**

Procédure : Contrat de Concession passé en application de l'article L3121-1 du Code de la commande publique.

Objet : Contrat de Concession portant sur des prestations de coiffure à destination des patients des sites de Corentin Celton, Vaugirard Gabriel Pallez et Broca.

Nombre de lots : 1

## SOMMAIRE

# I. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1.	OBJET DU CONTRAT .....	4
1.1	Objet.....	4
1.2	Nature et forme du contrat .....	4
1.3	Durée.....	4
1.4	Etendue de la prestation.....	4
1.5	Définition de la prestation .....	4
ARTICLE 2.	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	5
ARTICLE 3.	CESSION - SUBDELEGATION .....	6
3.1	Cession.....	6
3.2	Subdélégation.....	6
ARTICLE 4.	DISPOSITIONS FINANCIERES .....	7
4.1	Donnée estimative .....	7
4.2	Redevances.....	7
4.2.1	Redevance d'occupation domaniale .....	7
4.2.2	Redevance pour service rendu aux usagers .....	7
4.3	Révisions des prix des produits à la vente .....	7
4.4	Modalités de paiement de la redevance .....	8
ARTICLE 5.	RESPONSABILITES DU CONCESSIONNAIRE .....	9
ARTICLE 6.	CONTROLE EXERCER PAR LE CONCEDANT .....	10
6.1.	Contrôle .....	10
6.2.	Rapport annuel .....	11
6.2.1	Données comptables du rapport annuel .....	11
6.2.2	Analyse de la qualité de service .....	11
6.2.3	Compte rendu financier .....	11
6.2.4	Compte rendu technique .....	12
6.3.	Rapport trimestriel.....	12
ARTICLE 7.	OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE.....	12
7.1.	Dispositions générales .....	12
7.2.	Conditions d'exploitation .....	12
7.3.	Assurances .....	13
ARTICLE 8.	DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL .....	14
ARTICLE 9.	DISPOSITIONS RELATIVES AUX LOCAUX.....	14
ARTICLE 10.	DISPOSITIONS RELATIVES AUX MATERIELS.....	14
ARTICLE 11.	RESILIATION.....	15
11.1.	Résiliation anticipée pour faute .....	15
11.2.	Résiliation anticipée pour faute .....	15
11.3.	Autres cas de résiliation anticipée .....	15
11.3.1	Redressement et liquidation judiciaires .....	15
11.3.2	Force majeure .....	15
ARTICLE 12.	PENALITES .....	16

ARTICLE 13.	LITIGES .....	16
-------------	---------------	----

## **II. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES**

ARTICLE 14.	INFORMATIONS ET PRESENTATION DU GHU-APHP. CENTRE UNIVERSITÉ PARIS CITÉ .....	1717
ARTICLE 15.	CARACTERISTIQUES DE LA PRESTATION ATTENDU .....	17
15.1	Adaptation du projet aux besoins des usagers .....	17
15.1.1	Inventaire des équipements .....	
1817		
15.2	Offre financière .....	18
15.3	Offre technique .....	18
15.3.1	Organisation .....	18
15.3.2	Contenu et qualité des prestations.....	18
15.3.3	Action en faveu du développement durable et insertion sociale.....	19
15.4	Offre commerciale .....	19
17		
17		
17		
17		
17		
17		

# **I. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES**

## **ARTICLE 1. OBJET DU CONTRAT**

### **1.1. Objet**

Le contrat de concession a pour objet la passation d'une concession de service portant sur des prestations de coiffure à destination des patients de sites hospitaliers de Corentin Celton, Vaugirard Gabriel Pallez et Broca.

### **1.2. Nature et forme du contrat**

Le Contrat de Concession de service est un contrat administratif caractérisé par :

- L'occupation privative du domaine public ;
- L'accord de volonté entre l'administration est l'occupant ;
- L'autorisation pour occupation du domaine public.

Le présent contrat est soumis au code de la commande publique.

L'autorité concédante (le GHU APHP. Centre Université Paris Cité) confie l'aménagement et la gestion du service à un opérateur économique, à qui est transféré le risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie du droit d'exploiter le service objet du présent contrat assorti d'une redevance.

### **1.3. Durée**

Le contrat commence à s'exécuter à compter :

☒ Du 01/11/2025 ou à défaut à sa date de notification.

Le contrat prend fin à l'issue d'une durée de 60 mois à compter de sa date de début définie ci-dessus.

Le contrat est reconductible par reconduction expresse 2 fois pour une période de 12 mois sans que sa durée ne puisse dépasser 84 mois (7 ans).

L'AP-HP informera le titulaire de sa décision sur la reconduction par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée deux mois avant la date anniversaire du contrat.

Le procès-verbal établi entre le concessionnaire et le GHU APHP. Centre Université Paris Cité fixe la date de démarrage effective de l'exploitation.

### **1.4. Etendue de la prestation**

Le concessionnaire reprend les équipements et infrastructures actuels nécessaires au fonctionnement du service, qu'il exploite en totalité à ses frais et risques conformément au présent contrat.

Ces équipements et infrastructures sont spécifiés dans l'offre du soumissionnaire.

Le concessionnaire renouvelle, en tant que de besoin et en fonction des prescriptions figurant

pour l'établissement, les équipements et infrastructures nécessaires au fonctionnement du service.

### **1.5. Définition de la prestation**

Le concessionnaire ne peut exercer que les activités de coupes, shampooings, coiffages, colorations et soins capillaires adaptés aux besoins des personnes hospitalisées sur un site gériatrique.

Les prestations sont réalisées directement dans les chambres des patients. Elles doivent être assurées dans le respect strict des règles d'hygiène, de sécurité, de dignité des personnes, et en coordination avec les équipes soignantes.

## **ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

La concession de service est régie par les documents mentionnés ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- Le contrat de concession ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières et ses annexes ;
- L'offre technique et financière ;
- Tout document déposé avec l'offre.

Le concessionnaire s'engage à respecter toute disposition légale et réglementaire régissant les activités objet du présent contrat, selon les conditions et modalités fixées.

Le concessionnaire s'engage à informer immédiatement, par écrit, l'autorité concédante, de la survenance de tout événement susceptible d'affecter l'exécution de la présente concession de service.

Le concessionnaire est tenu d'informer sans délai l'autorité concédante :

- De la modification de sa forme juridique ;
- De la modification de ses statuts ;
- Des modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- Des modifications se rapportant à la composition de son capital social et à ses actionnaires ;
- Des modifications de sa raison sociale ou de sa dénomination ;
- Du changement de son adresse ou de son siège social ;
- Et, plus généralement, de toutes modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

L'AP-HP obtient pour sa part toute autorisation, tout agrément et procède à toute déclaration rendue nécessaire par l'établissement et l'exploitation des ouvrages et mis à sa charge par les dispositions précitées.

Pour les services susceptibles d'être offerts aux patients et non inclus dans le contrat à la date de sa notification, l'AP-HP se réserve la faculté de les exploiter elle-même ou de les faire exploiter sous sa seule responsabilité en utilisant à cet effet les réseaux ayant fait l'objet d'une autorisation au concessionnaire sans que celui-ci ne puisse s'y opposer.

## **ARTICLE 3. CESSION - SUBDELEGATION**

### **3.1. Cession**

Toute cession fait l'objet d'une autorisation préalable de l'AP-HP, donnée par la Direction du GHU APHP. Centre Université Paris Cité. Dans le cas où l'AP-HP accepte la cession envisagée, celle-ci donne lieu à un acte de cession passé entre le cédant et le cessionnaire.

La cession du contrat doit s'entendre comme la reprise pure et simple, par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels du contrat initial tels que notamment la durée, la nature de la mission confiée au concessionnaire, et les conditions financières de la concession.

Le cessionnaire est entièrement subrogé dans les droits et obligations du cédant et doit s'engager à reprendre intégralement à l'égard de l'autorité concédante, l'exécution de toutes les obligations découlant du présent contrat et des éventuelles concessions conclues pour son exécution.

### **3.2. Subdélégation**

Le concessionnaire gère personnellement les équipements et ouvrages mis à sa disposition ainsi que le service auquel ils servent de support.

Il est l'interlocuteur unique de l'autorité concédante, y compris pour les missions qui seraient subdélégées à un tiers, avec l'accord préalable écrit de l'autorité concédante, conformément aux **articles R.3134-1 à R. 3134-3 du code de la commande publique**.

Le concessionnaire ne peut subdéléguer l'intégralité de sa mission.

A cet égard, la demande d'autorisation émanant du concessionnaire doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception et contenir le projet de contrat de sous-concession et ses éventuelles annexes faisant clairement ressortir :

- La mission que le concessionnaire envisage de subdéléguer ;
- Les modalités détaillées de rémunération du sous-concessionnaire ;
- Toutes les obligations de service et autres imposées par le présent contrat ;
- Un contrôle identique à celui du concessionnaire imposé au sous-concessionnaire selon les modalités prévues Dans le présent contrat.

Le dossier de demande d'autorisation doit permettre à l'autorité concédante d'apprécier si le candidat à la sous-concession présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la mission qu'il est envisagé de lui subdéléguer, ainsi que son aptitude à assurer la continuité du service et l'égalité des usagers devant le service public. Les renseignements à fournir seront les mêmes que ceux qui ont été exigés des opérateurs économiques à la présente concession de service au stade de l'appel à candidature.

L'autorité concédante disposera, pour se prononcer, d'un délai de quatre (4) mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de sous-concession. Le concessionnaire ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite. En cas de refus, le contrat sera poursuivi aux conditions antérieures.

Si la sous-concession est acceptée, tous les éléments d'information et documents communiqués par le sous-concessionnaire au titre de son contrôle, devront être produits par le concessionnaire dans son rapport annuel d'activité en consacrant un chapitre particulier à

la mission subdéléguée.

## **ARTICLE 4. DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **4.1 Donnée estimative**

<b>Chiffre d'affaires HT 2025</b>	19 048 €
-----------------------------------	----------

### **4.2 Redevances**

Le contrat de concession issu de la présente consultation donne lieu au versement de sommes de différentes natures.

Il s'agit de :

#### **4.2.1. Redevance d'occupation domaniale**

Les emplacements mis à disposition et l'autorisation de les exploiter sont accordés en contrepartie d'une redevance annuelle versée par le concessionnaire à l'APHP (autorité concédante), conformément à l'article L.2125-1 du CGPPP.

Le montant de la redevance comporte **une part fixe (minimum garanti) et une part variable** indexée sur le chiffre d'affaires HT réalisé par le concessionnaire dans le cadre de l'activité, majoré du taux de TVA en vigueur.

La redevance est assortie d'un minimum garanti. Cette redevance « minimum garanti » sera payable d'avance, à l'émission d'un avis de somme à payer.

La différence entre le minimum garanti et la part variable résultant du chiffre d'affaires sera payée en une seule fois chaque année avant la fin du premier trimestre suivant l'exercice auquel se rapporte la redevance.

#### **4.2 .2. Redevance pour service rendu aux usagers**

Le concessionnaire perçoit une redevance auprès des usagers, en contrepartie des services qu'il fournit. Elle correspond à la valeur de la prestation ou du service rendu.

Les tarifs appliqués aux usagers sont proposés dans l'offre. Une politique de prix modérés et attractifs est attendue.

### **4.3 Révisions des prix des produits à la vente**

Les prix sont fermes la première année d'exécution de la concession.

La révision des prix des prestations proposées ne peut se faire qu'annuellement, à la date anniversaire du contrat de concession, après envoi d'un courrier de demande d'accord à la Cellule des Marchés du GHU APHP. Centre Université Paris Cité à l'adresse :

Hôpital Cochin Port-Royal  
Cellule des Marchés  
Bâtiment le Cloître - Porte 4 - 2ème étage

123 Boulevard Port-Royal - 75014 PARIS  
Ou par voie dématérialisée à l'adresse :

[Cellulemarches.aphpcup@aphp.fr](mailto:Cellulemarches.aphpcup@aphp.fr)

La demande de révision des prix devra parvenir à la cellule des marchés deux mois avant la date anniversaire du contrat et doit s'accompagner d'une annexe financière mise à jour.

La formule de révision est la suivante :

$$P = P0 \times [0,20 + (0,80 \times SPST/SPSTM0)]$$

<b>Sigle</b>	<b>Signification</b>
M0	Mois du dépôt de la dernière offre ou de la dernière révision.
P	Prix révisé
P0	Prix au mois M0
SPSTM0	Indice trimestriel de prix de production des services vendus aux entreprises français (Entreprise vers entreprise) pour les services professionnels, scientifiques et techniques de l'INSEE au mois M0
SPST	Dernier indice publié connu à la date anniversaire du marché (c'est-à-dire de sa date de début prévue ou, à défaut de sa date de notification)

Le GHU APHP. Centre Université Paris Cité traitera la demande dans un délai intervenant avant la date anniversaire du marché et se réserve le droit de refuser une hausse supérieure à l'indice des prix des prestations de coiffure.

En cas d'acceptation de la révision de prix par l'autorité concédante, le titulaire devra nécessairement mettre à jour l'affichage à destination des patients.

#### **Clause butoir**

La variation de prix annuelle résultant de la révision est plafonnée à 5 %. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Seules les hausses anormales dues à des exigences réglementaires nouvelles permettront une hausse supérieure ; dans ce cas, un dossier justificatif détaillé devra être fourni.

#### **4.4. Modalités de paiement de la redevance**

Les paiements, redevances et remboursements des frais seront effectués à l'ordre du Trésorier Payeur Général de l'AP - HP Dans un délai de 45 jours suivant réception des factures, au compte Banque de France ouvert sous le numéro : **W7530000000 - Code banque : 30001 - Code guichet : 00064 - Clé : 37.**

Le paiement d'avance et annuel de cette redevance, à raison de son montant, peut être versée par acomptes.



Cette redevance minimum garantie sera payable d'avance par trimestre et par quart, le 1<sup>er</sup> janvier ; 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juillet et 1<sup>er</sup> octobre de chaque année à la Direction financière du GHU APHP. Centre Université Paris Cité.

Le déclaratif du chiffre d'affaires doit être envoyé à la Direction financière du GHU APHP. Centre Université Paris Cité. Le titre de recette est alors émis par Direction financière du GHU APHP. Centre Université Paris Cité et est payé Dans un délai de 45 jours après réception.

La différence entre le minimum garanti et la redevance résultant du chiffre d'affaires sera payée en une seule fois, chaque année dans le courant du mois de juin suivant l'exercice écoulé auquel se rapporte la redevance.

Le concessionnaire s'engage à justifier à la Direction financière du GHU APHP. Centre Université Paris Cité, du montant des chiffres d'affaires pour chaque activité, dès le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année suivante, par communication des pièces comptables de l'activité commerciale, et à toute époque, de sa comptabilité et notamment des déclarations fiscales.

Il est entendu, en outre, que faute par le concessionnaire de payer à son échéance et après une mise en demeure adressée par lettre recommandée, avec accusé de réception et restée infructueuse dans un délai de huit (8) jours, la redevance sus indiquée, outre les pénalités, il pourra être mis fin au contrat.

#### **ECHEANCIER :**

- La première année, le concessionnaire verse, 30 jours calendaires après la date de début de la concession, d'une part, une redevance fixe au prorata de l'année en cours, et d'autre part, un acompte sur la redevance liée à l'activité représentant 80% des estimations de chiffre d'affaires établies dans son offre. La redevance définitive liée à l'activité sera régularisée avant le 28 février de l'année suivante au vu de l'activité et du chiffre d'affaires réalisé.
- Les années suivantes : le concessionnaire verse, avant le 30 janvier, d'une part, une redevance fixe et, d'autre part, un acompte sur la redevance liée à l'activité représentant 80% de la redevance de l'année précédente. La redevance définitive liée à l'activité sera régularisée avant le 28 février de l'année suivante au vu de l'activité et du chiffre d'affaires réalisé.
- La dernière année : le concessionnaire verse, avant le 30 janvier, d'une part, une redevance fixe au prorata de la durée restante de la concession et, d'autre part, un acompte sur la redevance liée à l'activité représentant 80% de la redevance de l'année précédente au prorata de la durée restante de la concession. La redevance définitive liée à l'activité sera régularisée au plus tard 30 jours après la fin de la concession au vu de l'activité et du chiffre d'affaires réalisé.

#### **ARTICLE 5. RESPONSABILITES DU CONCESSIONNAIRE**

Le concessionnaire, agissant en qualité de commerçant indépendant, reconnaît que l'exploitation de l'activité sera à ses frais, risques et périls. Il appartient au concessionnaire d'indiquer dans son mémoire technique les mesures de sécurisation qui seront mise en œuvre.

Le concessionnaire est seul responsable de la gestion financière notamment vis à vis des fournisseurs, de son personnel, de la sécurité sociale, de l'administration fiscale, et de tout autre créancier public ou privé.

Le concessionnaire doit pouvoir justifier auprès de l'AP-HP qu'il a obtenu les autorisations nécessaires pour exploiter son activité sur l'emplacement concédé avant de commencer cette activité.

Le concessionnaire est seul responsable de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels consécutifs ou non à un dommage matériel ou corporel, qu'ils soient directs ou indirects, qui pourraient être occasionnés du fait de la mise en place, de l'existence ou du fonctionnement de ses installations et/ou interventions de ses personnels.

L'AP-HP ne peut en aucun cas être tenu pour responsable des malversations, destructions, vols, infractions ou autres dommages éventuels ayant pour origine des patients ou des visiteurs de l'établissement.

Tout salarié est employé régulièrement en application du droit du travail. Le personnel est soumis aux dispositions du Règlement Intérieur de l'APHP

Le concessionnaire ne peut invoquer la responsabilité du groupe hospitalier, ni prétendre à indemnité en cas d'interruption dans les fournitures d'eau, d'électricité et de chauffage, par suite de réparations, travaux ou pour toute autre cause.

Si le GHU APHP. Centre Université Paris Cité doit exécuter des travaux et qu'il en résulte pour le concessionnaire une gêne temporaire ou supérieure à 30 jours, le montant de la redevance minimum ainsi que la durée de la concession définie aux articles 1 et 3 du présent cahier des clauses particulières seraient revues au prorata-temporis, jusqu'à la disparition du trouble de jouissance.

## **ARTICLE 6. CONTROLE EXERCER PAR LE CONCEDANT**

### **6.1. Contrôle**

La qualité du service doit être garantie dès la mise en service par le concessionnaire et pendant toute la durée du contrat.

Le GHU APHP. Centre Université Paris Cité procède à la constatation de la bonne exécution des prestations par le concessionnaire, vérifie et contrôle le respect des conditions techniques et financières de l'exploitation.

Le GHU APHP. Centre Université Paris Cité se réserve le droit d'effectuer par l'intermédiaire des représentants de son choix et de tout organisme extérieur mandaté par lui, une surveillance technique des prestations fournies ainsi qu'administrative et financière de la gestion du service.

Les représentants de l'autorité concédante, dûment accrédités, pourront prendre connaissance et/ou se faire communiquer l'ensemble des informations nécessaires à l'exercice de leur mission.

Le concessionnaire sera tenu de collaborer et de faciliter les vérifications effectuées par l'autorité concédante ou ses représentants habilités. Le concessionnaire s'engage à présenter aux auditeurs les documents relatifs à l'exécution du contrat, à répondre à leurs questions, et à mettre en œuvre les mesures correctives éventuellement nécessaires.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par les auditeurs, sont opposables au concessionnaire sous réserve que les contrôles soient effectués contradictoirement.

L'autorité concédante conserve le contrôle du service et doit obtenir du concessionnaire tous les renseignements et informations nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

Un point commercial est à réaliser à minima une fois par semestre pour un suivi commercial de la prestation (évolution du CA, résultats audits qualité ...). Ce point peut aussi être réalisé à tout moment à la demande du GHU ou de son représentant entre le concessionnaire et le GHU.

## **6.2. Rapport annuel**

En application **des articles R.3131-2 à R.3131-5 du code de la commande publique**, le concessionnaire adresse à la direction du groupe hospitalier un rapport d'information comportant les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat, ainsi qu'une analyse de la qualité du service rendu.

Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'AP-HP d'apprécier les conditions d'exécution du service. Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport sont tenues, par le concessionnaire, à la disposition de l'autorité concédante dans le cadre de son droit de contrôle et ce à tout moment.

Ce rapport d'exploitation est transmis chaque année avant le 31 janvier de l'année N+1, avec le chiffre d'affaires réalisé au titre de l'année N afin de permettre le calcul du solde de la redevance d'occupation.

### **6.2-1. Données comptables du rapport annuel :**

- Le compte semestriel de résultat de l'exploitation de la concession rappelant les données présentées l'année précédente, au titre du contrat en cours ;
- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation ;
- Un état des autres dépenses de renouvellement, réalisées dans l'année, ayant préalablement fait l'objet d'une approbation du représentant de l'hôpital ;

### **6.2-2. Analyse de la qualité de service :**

- La qualité des services est appréciée au travers des indicateurs proposés par le concessionnaire ou demandé par l'autorité concédante et défini contractuellement. Il devra notamment faire apparaître les plaintes catégorisées par nature (financière, technique, qualité, délais d'attente...) et les délais de réponses et de résolution des dysfonctionnements.

### **6.2-3. Compte rendu financier (a minima)**

Ce document rappelle les conditions économiques générales de l'exercice ; il met en évidence les cas où une ou plusieurs conditions de révision des conditions financières du contrat sont réunies.

Il précise en outre :

- **Au chapitre des dépenses** : le détail par nature des charges de fonctionnement (personnel, entretien et réparation), ainsi que le montant des redevances versées à l'AP-HP ;
- **Au chapitre des recettes** : le détail des recettes d'exploitation réparties suivant

leur type et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur. Doivent notamment être précisées les sommes perçues auprès des usagers (par catégorie de tarifs, ainsi que leur mode de détermination et leur évolution).

- **Un compte de résultat** : Ce compte comporte :
  - **Au crédit.** Les produits de service revenant au concessionnaire et les compensations éventuelles versées à l'AP-HP ;
  - **Au débit.** Les dépenses propres à l'exploitation, y compris le plan prévisionnel d'amortissement des matériels, ainsi que les impositions afférentes à l'exploitation des services objets du présent contrat.

#### **6.2-4 Compte rendu technique** (liste non exhaustive)

- Evolution de la fréquentation, en semaine et le Week-end, avec répartition des clients
- Composition du panier moyen
- Incidents techniques, réclamations et autres
- Action réalisée dans le cadre de la participation à la vie du GHU APHP. Centre Université Paris Cité
- Renouvellement des appareils...

Des justificatifs peuvent être demandés par le GHU APHP. Centre Université Paris Cité

#### **6.3 Rapport trimestriel :**

Le concessionnaire transmet à chaque trimestre échu au GHU APHP Centre Université Paris Cité un relevé financier par activité, sous forme d'un tableau comportant notamment le chiffre d'affaires réalisé par poste, en euros HT et TTC, le taux de redevance appliqué et le montant de la redevance HT, TVA et TTC.

### **ARTICLE 7. OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE**

#### **7.1. Dispositions générales**

La gestion et l'exploitation des prestations de coiffure sont exécutés sous l'entière responsabilité du concessionnaire qui doit se conformer strictement aux prescriptions du présent cahier des clauses particulières pour l'exécution des prestations.

Le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes, retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des services. Ce rapport permet en outre d'apprécier les conditions d'exécution du service.

Le concessionnaire s'engage à ne pas gêner le fonctionnement des services hospitaliers par l'organisation ou la réalisation des prestations de coiffure en chambre, notamment en respectant les horaires de soins, les règles d'hygiène hospitalière, ainsi que la tranquillité et l'intimité des patients.

#### **7.2. Conditions d'exploitation :**

Les prestations de coiffure en chambre fonctionneront de 13h30 à 18h00.

Les jours de prestation sont :

- A l'Hôpital Corentin Celton : le jeudi
- A l'Hôpital Broca : le lundi
- A l'Hôpital Vaugirard : le lundi ou le vendredi

Ils font l'objet d'un affichage de la part de la société.

Toute modification devra faire l'objet d'une demande préalable à le GHU APHP. Centre Université Paris Cité, au moins 7 jours avant, pour accord.

Les prestations de coiffure ne sont pas autorisées en dehors de heures d'ouverture.

### **7.3. Assurances :**

- ✓ Le concessionnaire doit souscrire une assurance auprès d'une compagnie notoirement solvable, assurant tous les matériels lui appartenant ou qu'il a sous sa garde, pour tout événement dommageable et notamment l'incendie, l'explosion et les dégâts des eaux :
  - Une assurance incendies-explosions, garantissant pour leur valeur réelle, le matériel, mobiliers et contenu en général, appartenant au concessionnaire avec abandon de recours contre l'autorité concédante,
- ✓ Le concessionnaire doit justifier d'une assurance souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable garantissant sa responsabilité civile, couvrant d'une manière suffisante la responsabilité qu'elle peut encourir vis-à-vis des tiers à l'occasion des accidents corporels et matériels pouvant survenir lors de la prestation.
  - Pour tous les cas où elle pourrait se trouver engagée et couvrant les dommages corporels, et les dommages matériels pour un montant en cohérence avec les risques pouvant survenir dans le cadre du service.
- ✓ Une copie de la police d'assurances est transmise à l'autorité concédante. Elle couvre les conséquences pécuniaires des dommages de toutes natures (corporel, matériel, immatériel) causés aux tiers.
- ✓ Le concessionnaire doit faire apparaître dans la police souscrite l'engagement de la compagnie d'assurances ou du mandataire de notifier à l'autorité concédante toute résiliation ou modification substantielle des conditions de garantie.
- ✓ Le concessionnaire doit soumettre à l'autorité concédante pour approbation les polices qui lui seront proposées.
- ✓ Le concessionnaire acquitte les primes d'assurances à ses frais exclusivement et doit justifier de leur paiement sur demande de l'autorité concédante.

Le concessionnaire s'engage à fournir chaque année au plus tard le 1<sup>er</sup> février, l'ensemble des attestations d'assurances. De même, il devra fournir cette attestation sous huit (8) jours à compter de la date de notification.

Le concessionnaire est tenu d'informer le GHU APHP. Centre Université Paris Cité de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation ou le changement de compagnie, et ceci dans les huit (8) jours qui suivent sa décision.

## **ARTICLE 8. DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL**

La liste des personnels doit être transmise au début du contrat, à chaque mise à jour, à la demande de la direction et à minima une fois par an.

Le concessionnaire s'engage à mettre en place du personnel diplômé et en nombre suffisant nécessaire à l'accomplissement des prestations prévues par le contrat de concession.

Le concessionnaire recrute, rémunère, emploie sous sa responsabilité, le personnel nécessaire au bon fonctionnement de son exploitation.

Il remplit, au regard de la législation concernant la sécurité sociale, le travail et la fiscalité, toutes les obligations de l'employeur.

Dans l'intérêt de son personnel, le concessionnaire se soumet à la réglementation sanitaire applicable au personnel hospitalier, éventuellement, l'AP - HP pourra aux frais de l'employeur, assurer les contrôles nécessaires (notamment en matière de vaccination).

Le concessionnaire exige de son personnel une tenue vestimentaire correcte, d'une parfaite propreté ainsi que le port d'un badge nominatif.

Le personnel du concessionnaire et celui des entreprises appelées à travailler avec lui est soumis et respecte le Règlement intérieur et la discipline générale de l'établissement et est tenu à une discrétion professionnelle. Il est interdit d'accepter des pourboires. L'usage du téléphone portable personnel est interdit pendant la durée du service. Les photos ou selfies sont interdits sur le site.

Il devra en particulier respecter la Charte de la Laïcité dans les services publics, en observant une stricte neutralité, et en ne manifestant en aucune façon que ce soit ses convictions religieuses.

Le concédant se réserve le droit d'exiger du concessionnaire le retrait à tout moment ou le remplacement immédiat de tout agent du concessionnaire qui aurait contrevenu aux règles édictées ci-dessus, et/ou ayant eu un comportement inadapté et/ou ne satisfaisant pas aux demandes.

En cas de manquement grave d'un agent du concessionnaire aux règles précitées, le GHU APHP. Centre Université Paris Cité pourra demander de mettre fin aux fonctions de la personne mise en cause.

## **ARTICLE 9. DISPOSITIONS RELATIVES AUX MATERIELS**

L'achat du matériel nécessaire à la réalisation de la prestation de coiffure (peignes, ciseaux, tondeuses, miroir...) est assuré par le concessionnaire.

Le concessionnaire s'engage à ce que les équipements et appareils soient conformes aux règlements en vigueur concernant l'hygiène, la salubrité et la sécurité : décrets et arrêtés ministériels, règlement sanitaire départemental, norme AFNOR.

## **ARTICLE 10. DISPOSITIONS RELATIVES A LA FIN DU CONTRAT**

La propriété des matériels à la date de l'échéance revient au concessionnaire.

A l'expiration de la concession, ou dans le cas de résiliation pour une cause quelconque, la société doit enlever dans un délai maximum de 15 jours à compter de la notification qui lui est faite par l'AP-HP son matériel ou l'abandonner à l'hôpital.

## **ARTICLE 11. RESILIATION**

Le concessionnaire produira à l'AP-HP, les documents justificatifs afférents.

### **11.1. Résiliation anticipée pour faute :**

En cas d'infraction grave ou d'inexécutions répétées des clauses et conditions des présentes, soit notamment :

- Non-respect des obligations résultant des cahiers des charges après mise en demeure, par lettre recommandée restée infructueuse dans un délai de huit (8) jours,
- Non-paiement de la redevance aux échéances prévues à l'article 4.2, après mise en demeure, par lettre recommandée restée infructueuse dans un délai de huit (8) jours,

La présente concession peut être résiliée par le GHU APHP. Centre Université Paris Cité sans indemnité, sous réserve de l'observation d'un délai d'un (1) mois après notification d'une mise en demeure restée tout ou partie inobservée.

Cette mesure doit être précédée d'une mise en demeure restée sans effet pendant un délai de quinze (15) jours.

### **11.2. Résiliation anticipée pour motifs d'intérêt général :**

Le GHU APHP. Centre Université Paris Cité peut, pour des motifs d'intérêt du service public hospitalier, résilier la présente concession, moyennant l'observation d'un préavis de six (6) mois, notifié au concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, le concessionnaire a le droit à l'indemnisation intégrale du préjudice subi. Dans le cadre de cette résiliation pour motif d'intérêt du service public hospitalier, le GHU APHP. Centre Université Paris Cité s'engage :

- À verser au concessionnaire une indemnité correspondant à cinq pour cent (5%) du chiffre d'affaires année N-1 de l'exploitation de la concession pour le préjudice résultant du bénéfice manqué ;
- À rembourser au concessionnaire, sur justificatifs, les frais liés à la rupture des contrats de travail qui seraient, le cas échéants, résiliés ;

### **11.3. Autres cas de résiliation anticipée :**

Indépendamment des dispositions précitées, la résiliation du contrat, sans indemnisation du titulaire du marché peut intervenir dans les cas suivants :

#### **11.3-1. Redressement et liquidation judiciaires**

Le titulaire doit aviser le GHU AP-HP. Centre Université Paris Cité dès qu'un jugement de redressement ou de liquidation judiciaire est prononcé à son égard.

Le contrat est résilié si la personne chargée de l'administration, de la cession ou de la liquidation n'use pas de la faculté qui lui est offerte par la loi de poursuivre l'exécution du contrat.

La résiliation prend effet à la date, soit de la décision de ladite personne de renoncer à la poursuite de l'exécution du marché, soit de l'expiration du délai fixé par la mise en demeure adressée, par lettre recommandée avec avis de réception, par l'hôpital à cette personne si cette dernière n'a pas fait part de sa décision.

La résiliation peut donner lieu à des dommages-intérêts au profit du GHU AP-HP. Centre

### 11.3-2. Force majeure

Lorsqu'en raison d'un cas de force majeure, le titulaire du marché justifie qu'il est dans l'impossibilité d'exécuter le marché, il peut en demander la résiliation au GHU AP-HP. Centre Université Paris Cité.

## ARTICLE 12. PENALITES

Faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées, des pénalités (faisant l'objet d'un titre de recettes et ne pouvant donner lieu à déduction de la redevance) peuvent lui être infligées accompagnées s'il y a lieu, de dommages et intérêts envers les tiers intéressés ou l'autorité concédante.

Les pénalités suivantes seront applicables, par jour (PJ) sans mise en demeure au préalable, les calculs de délais seront établis à compter de l'envoi du signalement écrit sous quelque forme que ce soit (télécopie, mail, courrier).

Nature du manquement	Pénalités	Fréquence
Interruption totale ou partielle du service non justifiée par la force majeure	200,00€	PJ
Manquement relatif aux horaires sans autorisation préalable	200,00€	PJ de manquement
Non-respect des règles d'hygiène, planning non transmis	400,00€	PJ
Retard de paiement de la redevance article 4.2	400,00€	PJ de retard

Les pénalités peuvent se cumuler. Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

## ARTICLE 13. LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer. Toute contestation par l'une des parties relatives à l'interprétation ou à l'exécution des stipulations figurant aux présentes pourra faire l'objet d'une conciliation.

Ainsi, dans un délai de trois (3) mois à compter de la réception d'un courrier recommandé décrivant les points de désaccord et les stipulations en cause, les parties pourront convenir d'une concertation, dans un lieu convenu entre elles, et en présence de représentants dûment désignés pour les représenter.

En l'absence d'accord entre les parties, tout litige afférent à l'interprétation ou à l'exécution de la présente concession sera soumis au Tribunal administratif de Paris.

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :



Tribunal Administratif de Paris  
7 rue de Jouy  
75181 Paris Cedex 04  
Téléphone : 01 44 59 44 00  
Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

## II - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES

### ARTICLE 14. INFORMATIONS ET PRESENTATION DU GHU-APHP. CENTRE UNIVERSITÉ PARIS CITÉ

Le site Vaugirard-Gabriel Pallez, Corentin-Celton et Broca sont des établissements constituant le Groupe Hospitalo Universitaire APHP. Centre Université Paris Cité qui se compose de 8 sites dans Paris et petite couronne :

<b>Site COCHIN</b> Entrée des véhicules au 8 rue Méchain et Sortie au 27 Rue du Faubourg St Jacques 75014 PARIS	<b>Site PORT ROYAL</b> 123 Boulevard de Port-Royal 75014 PARIS	<b>Site HOTEL-DIEU</b> 1 Parvis Notre-Dame 75004 PARIS
<b>Site BROCA</b> 56 Rue Pascal 75006 PARIS	<b>Site CORENTIN-CELTON</b> 4 Parvis Corentin-Celton 92130 ISSY LES MOULINEAUX	<b>Site VAUGIRARD- Gabriel PALLEZ</b> 20 Rue Vaugelas 75015 PARIS
<b>Site NECKER Enfants Malades</b> 149 Rue de Sèvres 75015 PARIS	<b>Site HEGP</b> 20 Rue Leblanc 75015 PARIS	

### ARTICLE 15. CARACTERISTIQUES DE LA PRESTATION ATTENDUE

L'offre du candidat comprendra des propositions quant à l'amélioration du service dans les domaines suivants :

#### 15.1 ADAPTATION DU PROJET AUX BESOINS DES USAGERS

- ✓ Proposition sur une offre adaptée aux usagers de l'hôpital : offre de fidélisation
- ✓ Proposition sur des produits doux, non invasifs et adaptés aux cuirs chevelus fragilisés
- ✓ Adaptation au contexte hospitalier et gériatrique notamment en ce qui concerne les plannings

### **15.1.1. Inventaire des équipements**

Les sociétés candidates doivent produire un mémoire technique comprenant :

- ✓ La liste exhaustive des matériels et mobilier qui seront mis dans le local
- ✓ Les fiches techniques de chaque matériel
- ✓ La fréquence de renouvellement des matériels et du mobilier

Les matériels proposés doivent être en parfait état de fonctionnement.

### **15.2. OFFRE FINANCIERE**

Une politique de prix modérés et attractifs est attendue.

### **15.3. OFFRE TECHNIQUE**

#### **15.3.1. Organisation**

Le concessionnaire assure un service de qualité aux usagers.

Cette qualité sera appréciée au regard des moyens mis en place pour répondre aux besoins des patients et des visiteurs.

L'attention des candidats est appelée sur les points suivants :

- ✓ Les moyens en personnels (en décrivant notamment effectif présent, formation, horaire de présence, respect règlement intérieur de l'hôpital, qualité d'accueil, de disponibilité, d'amabilité, et de discrétion adaptée au public) ;
- ✓ Les horaires des prestations ;
- ✓ La procédure gestion des incidents, réclamations et litiges, modalité de suivi de l'exécution de la prestation ;
- ✓ La procédure de nettoyage du matériel et du mobilier, des vêtements de travail : fréquence, mode opératoire, produits utilisés, les feuilles de traçabilité etc. ;

Les modalités et horaires arrêtés peuvent être modifiés en fonction des besoins des usagers, en accord avec le GHU AP-HP. Centre Université Paris Cité et sans bouleversement de l'économie du contrat.

#### **15.3.2. Contenu et qualité des prestations**

##### **Les conditions d'hygiène**

Le candidat indique dans son offre les modalités et les plannings de nettoyage des matériels. La fiche technique des produits et les procédures sont attendues. L'utilisation de produits éco labellisés est souhaitée.

Le concessionnaire assure l'évacuation des déchets, conformément aux directives des établissements hospitaliers concernés.

##### **La description des services offerts aux usagers**

Le GHU AP-HP. Centre Université Paris Cité est sensible à la diversité des prestations (coupe, brushing, soins capillaires, coiffage simple ...).

Il doit être proposé des forfaits ou formules (Coupe + shampoing sec, Brushing + soin).

### **Information aux usagers**

Le concessionnaire proposera :

- ✓ Une information simple et claire permettant de le guider dans son choix avec les tarifs
- ✓ Toute proposition facilitant l'information des patients
- ✓ Paiement par carte bancaire sans minimum, chèque et virement.

### **Formation du personnel**

Le personnel affecté à la prestation devra être titulaire au minimum d'un CAP Coiffure ou d'un diplôme équivalent dans le domaine.

### **Clause de réexamen**

Indépendamment de tout acte modificatif qui pourrait s'avérer nécessaire en cas de difficulté d'exécution, le présent contrat comporte une clause de réexamen.

Conformément aux articles L.2194-1 à L.2194-3 et R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique, cette clause permet d'envisager l'ajout ou la suppression de prestations imprévues, dès lors qu'elles sont strictement liées à l'objet du contrat et qu'elles nécessitent l'intervention d'un opérateur économique fournissant des prestations similaires à celles prévues dans le C.C.P.

À titre d'exemple, cela pourrait concerner l'intégration de prestations de coiffure non prévues initialement. Toute modification fera l'objet d'un avenant, établi d'un commun accord entre les parties, et entraînera une révision de l'annexe financière du contrat.

### **15.3.3. Action en faveur du développement durable et insertion sociale.**

Il est attendu des propositions concernant :

- ✓ La mise en place de filière permettant le tri des déchets recyclables ;
- ✓ Utilisation de produits éco labélisés ;
- ✓ Toutes autres démarches en faveur du développement durable :
  - Les actions menées par la société dans le cadre de la responsabilité environnementale
  - La maîtrise de la consommation d'énergie dans le cadre des choix des équipements et matériels.
- ✓ Mise en œuvre d'actions en faveur de l'insertion professionnelle et dans le cadre de la responsabilité sociale de l'entreprise.

### **15.4. OFFRE COMMERCIALE**

Outre la prestation traditionnelle de coupe et coiffure, les éléments suivants sont attendus :

- ✓ Prestation en chambre ou au lit, adaptée aux patients alités, en fauteuil roulant ou à mobilité réduite, avec matériel mobile, silencieux et sécurisé.
- ✓ Utilisation de produits spécifiques : hypoallergéniques, sans parfum, sans rinçage si nécessaire, adaptés aux cuirs chevelus sensibles ou traités (post-chimio, dermatites, etc.).
- ✓ Offre de coiffure variée : coupe homme ou femme, brushing, mise en plis, coiffage simple, attache ou tressage léger selon la demande.
- ✓ Prestation douce et adaptée aux troubles cognitifs : gestes rassurants, durée modulée, ambiance calme, personnel formé à l'accompagnement de personnes atteintes de maladies neurodégénératives (type Alzheimer).
- ✓ Proposition de forfaits ou formules (Coupe + shampooing sec, Brushing + soin)
- ✓ Coordination avec les soignants pour fixer le bon moment de passage